



section académique  
**LIMOGES**

Edito

Si les actions de grève et de manifestation du 18 mars ont conduit à une première mobilisation pour dénoncer les choix économiques, budgétaires et sociaux actuels, il n'a échappé à personne que l'ampleur de la mobilisation n'a pas été suffisante pour construire un rapport de force permettant d'infléchir la politique menée.

Ce constat nous interroge bien évidemment car autant la nécessité de construire des suites s'impose, autant se pose la question des leviers à activer pour convaincre davantage de salariés que l'austérité n'est pas une fatalité. Comment convaincre qu'il existe de véritables alternatives aux choix économiques actuels ? Comment renforcer le syndicalisme de transformation sociale que nous portons ?

Ces réflexions ont été au cœur des débats qui ont nourri pendant deux jours les travaux du congrès académique du SNES –précédés des votes des syndiqués sur les rapports d'activité académique et nationale. Temps de débats, d'échanges indispensables entre les congressistes pour dépasser les contraintes professionnelles d'un quotidien qui hypothèque trop souvent les moments de réflexion collective pourtant indispensables. Notre congrès académique sera suivi du congrès national qui réunira à Marseille les représentants des différentes académies.

De ces débats naitront ou seront renforcées des propositions ambitieuses pour le second degré et ses personnels, articulées avec un projet plus vaste pour l'ensemble du système éducatif et le rôle des services publics. Dans ces débats s'affirmeront aussi des orientations, des repères, des propositions pour faire vivre un syndicalisme de lutte et de transformation sociale permettant d'avancer. Car il est vain, au regard de la transversalité des questions posées, de penser que gagner dans l'éducation serait possible sans des évolutions globales.

Il reviendra ensuite aux syndiqués, au travers du vote interne au SNES -CA nationale, académique-, de faire le choix de celles et ceux qui mettront en œuvre les orientations de leur syndicat : c'est le sens de l'appel à candidatures publié dans ce bulletin.

### **Résultats des votes sur les rapports d'activité et financier académiques**

	<b>Rapport d'activité</b>	<b>Rapport financier</b>
Inscrits	829	829
Votants	424	424
Exprimés	414	416
Pour	374 (90,3%)	378 (90,9%)
Contre	9 (2,2%)	5 (1,2%)
Abstentions	31 (7,5%)	33 (7,9%)

### POUR UN SYNDICALISME OFFENSIF ET DÉTERMINÉ

La politique éducative menée depuis 2 ans n'a pas marqué la rupture attendue avec les politiques antérieures. Poursuite des réformes contestées, conditions d'encadrement toujours détestables, suppressions de postes, autonomie renforcée des établissements génératrice de conflits, salaires en berne, crise de recrutement, restent d'actualité. Le décalage entre l'affichage d'une priorité à l'Éducation et la réalité du terrain est immense, générant un fort sentiment de découragement dans la profession.

Le choix de l'austérité conditionne l'ensemble de la politique gouvernementale. La récente décision d'un pacte de responsabilité renforce ce choix en exonérant les entreprises des cotisations familiales sans contreparties, et en imposant une nouvelle recherche d'économies tous azimuts qui va fragiliser encore, jusqu'à le mettre en péril, le fonctionnement de l'ensemble des services publics. Mais ce sont aussi les salaires, la protection sociale et les conditions de travail de tous qui seront dégradés. L'idée que l'austérité est la seule réponse à la grave crise que connaît aujourd'hui le pays est répétée à l'envi et pèse de manière incontestable.

Dans un tel contexte, la majorité Unité et Action du SNES-FSU a décidé de dénoncer clairement les choix effectués par le gouvernement pour y opposer des alternatives porteuses de progrès. L'analyse lucide de la réalité démontre que réussir à mobiliser et à construire un rapport de force nécessite aujourd'hui de dépasser les freins découlant de l'alternance politique, de dépasser les blocages liés à l'émiettement syndical et au choix fait par plusieurs centrales syndicales de se contenter d'accompagner la politique gouvernementale. L'engagement décevant des salariés dans la journée d'action du 18 mars ne nous conduit pas à penser qu'il ne faut pas construire une poursuite d'action mais nous incite à analyser plus au fond les leviers à mettre en œuvre pour convaincre une majorité de salariés, précaires, chômeurs, retraités, citoyens, non seulement de la nécessité mais aussi de la possibilité de mettre en œuvre une autre politique.

Dans notre secteur de responsabilité, le second degré, la décision du Ministre de remettre sur le chantier l'écriture des décrets de 1950 a conduit la majorité U&A du SNES-FSU à opter pour une ligne résolue consistant à entrer en discussion pour y porter les exigences de la profession. Refuser ce qui aurait conduit à des dégradations, faire des propositions et peser pour faire évoluer le projet ministériel tout en informant constamment la profession ont été les priorités. Le décret qui en résulte ne nous conduit pas pour autant à nous satisfaire de l'existant et à en rabattre sur la nécessaire mobilisation de la profession sans laquelle toute perspective de revalorisation de nos professions restera illusoire. Parvenir à un tel objectif nécessite de construire un rapport de force engageant la majorité de la profession. Et c'est bien à tous les niveaux du SNES-FSU, de la section d'établissement, aux sections départementales, académiques et nationale que doit se construire, se renforcer et vivre l'engagement collectif permettant à la profession de se reconnaître dans les orientations et revendications du SNES-FSU.

Vous impliquer dans la vie du SNES-FSU, contribuer à sa vitalité, à ses prises de décision, à son orientation ainsi qu'à son renouvellement militant, voilà ce que nous vous proposons en vous invitant à vous porter candidat(e) sur la liste présentée par Unité et Action ! Au delà nous vous invitons aussi à faire vivre un syndicalisme offensif, rassemblant très largement et qui soit force de propositions pour la transformation de l'École et de la société.

Contact : Patrice Arnoux, Marianne Corrèze

## Appel à candidature École Émancipée (ÉE)

**A noter : Les élections aux CA académiques et nationale (les « parlements » du SNES) se font par courants de pensée. Cette diversité est l'un des éléments qui, au sein de la FSU et du SNES, permet de nourrir le débat sur des différences d'appréciation de telle mesure gouvernementale et sur les réponses à y apporter ou sur la mise en œuvre de stratégies d'action parfois différentes. Si vous vous retrouvez sur l'orientation développée dans ce texte, n'hésitez à faire acte de candidature !**

Les enjeux du congrès du SNES sont fortement dépendants de la date à laquelle il se déroule : 23 mois après l'élection de François Hollande, 15 jours après la journée d'action et de grève du 18 mars, au lendemain du deuxième tour des élections municipales.

Depuis deux ans, mettant ses pas dans ceux des gouvernements précédents, **le gouvernement s'en est pris aux salariés et aux plus précaires**, distribuant des cadeaux au patronat qui n'en espérait pas tant : Accord National Interprofessionnel (ANI) qui s'est traduit par une loi modifiant le code du travail et facilitant les licenciements, loi reculant encore l'âge de la retraite, gel du point d'indice des traitements des fonctionnaires, poursuite d'une politique de réduction des services publics et de l'emploi public, augmentation de l'impôt le plus injuste qui soit, la TVA, jusqu'au tout récent « pacte de responsabilité » qui prend la forme de 30 milliards d'euros de cadeaux au patronat ... les exemples sont nombreux et la liste est lourde. Et, si ces mesures font plaisir au MEDEF, elles sont parfois validées par certains syndicats de salariés qui ont renoncé face à l'offensive libérale (CFDT, UNSA, CGC, CFTC).

Dans ce contexte d'attaques renouvelées, **l'atonie du mouvement syndical et social a été frappante**. Des rassemblements épars, des journées « d'action et de grèves » sans lendemain, des semaines d'action Fonction Publique passant quasiment inaperçues, jamais il n'y a eu le vrai désir d'une construction d'un mouvement social revendicatif capable de s'opposer à la succession de mesures anti-sociales.

Certes, la rue a bien été animée et parfois entendue par le gouvernement, mais elle l'a été par les réactionnaires de tout poil – extrême droite, droite radicale – qui s'en prennent aux droits des femmes, au droit des individus à vivre leur sexualité dans le respect et l'égalité des droits. Les « manifs pour tous » sont des manifs contre tous, contre nous.

Depuis deux ans, **la direction nationale du SNES a tenté de négocier dans les ministères** pour faire entendre son orientation, mais sans guère de succès. **Les appels à la profession pour construire, dans la rue, un rapport de force permettant d'obtenir de véritables avancées sont restés frileux**. Le dernier exemple en date est significatif : dans le contexte de l'ouverture de discussions sur le métier, plutôt que d'organiser la mobilisation de la profession pour imposer une réduction du temps de travail et une amélioration des conditions de travail pour tous et toutes, la direction nationale du SNES a préféré négocier à froid pour engranger quelques avancées mineures par rapport au texte initial.

L'enjeu de ce congrès est d'obtenir une rupture avec cette politique pour le moins attentiste. Après avoir répété pendant deux ans que la profession n'était pas prête à se mobiliser, que les négociations permettaient des « avancées », **le SNES, premier syndicat du second degré, doit se lancer vraiment dans les batailles à venir** : dire haut et fort que ce gouvernement ne rompt nullement avec l'orientation antérieure et mener campagne pour obtenir ce qui est au cœur de notre projet de transformation sociale : une réduction du temps de travail pour tous, un recrutement à la hauteur des ambitions nécessaires pour le service public d'Éducation Nationale, une amélioration des conditions de travail et d'études, une vraie politique pour les élèves en difficulté ... les chantiers sont nombreux ! Les premières mobilisations contre les restrictions des moyens, dans le 92, dans le 93, à Aix-Marseille, dans le Var, ailleurs, doivent être le signal d'un changement de position du syndicat. Il est temps au niveau national de prendre la rue à notre tour, pour l'Éducation, pour les salariés, pour la société. Continuer d'attendre et de laisser faire le gouvernement ne peut que renforcer le camp de la droite dure et de l'extrême droite. **Le SNES dans et avec la FSU doit multiplier les initiatives** en ce sens. **C'est l'enjeu de l'orientation que le SNES doit porter à l'issue de ce congrès.**

C'est aussi pour ces raisons que nous vous invitons à être candidat-e sur la liste *École Émancipée* dans l'académie de Limoges !

Nicolas Vanderlick (collège Saint-Sulpice-Laurière), Marina Masselin (collège Couzeix), Julien Laviro (TZR Corrèze), Stéphane Lajaumont (lycée Valadon Limoges), Jean Renaud Berche (collège Bénévent-l'Abbaye)

Pour tout contact : n.vanderlick@laposte.net

## CTA 12 et 19 mars : SUPPRESSIONS DE POSTES, ENCORE !

Avec 13 emplois retirés de l'académie par le Ministre Peillon au mois de décembre on pouvait s'attendre à une préparation de rentrée au mieux difficile dans les établissements. C'était sans compter sur la gestion du Recteur qui a rajouté nombre de tensions dans les établissements en minorant quasi systématiquement les effectifs, de manière à contester l'ouverture d'une classe ou bien à en fermer d'autres, dans l'objectif de récupérer des moyens. La hausse démographique, sans doute difficile à estimer, ou bien volontairement minorée, n'est pas étrangère à une gestion que le Recteur qualifie de «précaution», avouant ainsi l'insuffisance de la dotation académique.

Ce sont donc 17 postes qui sont retirés des collèges et lycées (7 en LP), créant déstabilisation des établissements et des équipes pédagogiques. Les seuils de constitution de classe ne semblent plus être qu'une vague référence : 30, 31, 32 en collège, 35, 36, 37 en lycée ; vu du rectorat et des inspections d'académie quelle différence ? Les interventions du SNES-FSU, appuyées sur les renseignements fournis par les sections d'établissement, ont toutefois permis que 3 projets de suppression de poste soit abandonnés et qu'une création soit actée.

Seule bonne nouvelle, quelques créations de postes de CPE : 1 au collège Ronsard, 1 au lycée Turgot, 1 en zone de remplacement Hte-Vienne.

La mobilisation reste donc nécessaire, pour obtenir les moyens indispensables au bon fonctionnement des établissements, avec dans l'immédiat la création d'une division pleine et entière partout où les effectifs dépassent les seuils rectoraux, déjà bien trop élevés, de 30 en collège et 35 en lycée.

*Nous publions ici les suppressions et créations de postes décidées par le recteur dans les collèges et lycées (hors EPS).*

(MCS) : mesure de carte scolaire (PV) : poste vacant

Etablissement	Suppression	Création
	<b>Corrèze</b>	
Beaulieu/dordogne	Lettres modernes (MCS)	
Clg d'Arsonval	Lettres modernes (PV)	Lettres classiques
Clg Cabanis	Lettres/Histoire (PEGC-PV)	
Clg J.Moulin		Allemand (SpéA)
Clg Rollinat	Technologie (suppression si mutation)	
Clg Objat	Espagnol (MCS)	
Clg Treignac	Mathématiques (MCS)	
Clg V.Hugo	Education musicale (PV)	Technologie (SpéA)
Clg Clémenceau		Langue des signes
Clg Ussel	Technologie (suppression si mutation)	
Lyc Ussel		STMS
Lyc Perrier	Philosophie (MCS)	
Lyc Egletons	Mathématiques (MCS), SII AC	SII EE
Lyc Cabanis	Espagnol (PV), Mathématiques (PV), SII méca, Sciences Physiques	
Lyc Danton	Eco gestion marketing (PV)	
	<b>Creuse</b>	
Clg Ahun	Allemand (PV)	
Clg Auzances		Sc Physiques (SpéA)
Clg Chambon	Sciences physiques (PV)	
Clg Châtelus	Anglais (PV)	
Clg Crocq	SVT (PV)	
Clg Felletin	Arts plast (suppression si mutation)	
Clg St Vaury	Lettres modernes (MCS)	Lettres classiques

Etablissement	Suppression	Création
	<b>Haute-Vienne</b>	
Clg Ambazac	Lettres classiques (PV)	
Clg Bessines	Lettres modernes (MCS)	
Clg Châlus	Hist/géo (PV)	
Clg Couzeix	Hist/géo (MCS)	
Clg Eymoutiers	SVT (PV)	
Clg Blum		Lettres modernes
Clg Calmette		Mathématiques
Clg Maupassant	Espagnol (MCS)	
Clg Renoir	Sciences physiques (MCS)	
Clg Ventadour		Lettres modernes
Clg Nantiat		Arts plastiques
Clg Rochechouart	Allemand (MCS)	
Clg L.Michel		Lettres modernes
Clg St Mathieu	Lettres modernes (MCS)	
Lyc Gay Lussac		Mathématiques, SVT
Lyc Limosin		SES (SpéA)
Lyc Renoir	Eco gestion marketing (MCS)	
Lyc Dautry	Mathématiques (PV), Sc Physiques (PV), SVT (PV)	
Lyc Monnet	Allemand (MCS)	
Lyc Valadon	Anglais (PV), Eco gestion Fin (MCS)	
Lyc Turgot		Anglais, Sc Physiques (SpéA), SVT, Mathématiques, SII SIN (SpéA)
Lyc St Yrieix	Eco gest Com (MCS)	